

ÉDITORIAL

ALAIN
NARINXLa dernière
chance
de la Wallonie

Jobs, jobs, jobs. Elio Di Rupo n'utilisera pas le même mantra que Charles Michel. Mais la création d'emplois sera pourtant bien l'enjeu fondamental, existentiel même, pour la nouvelle coalition arc-en-ciel au pouvoir à Namur.

L'objectif mentionné dans la déclaration de politique régionale est de porter le taux d'emploi wallon de 63,7% à 68,7% à l'horizon 2025. Cette hausse de 5% représente grosso modo le double de l'amélioration connue au cours de la législature passée. Elle représente environ 100.000 emplois à créer au cours des cinq prochaines années. C'est (très) ambitieux. D'autant plus que le contexte économique général n'incite pas vraiment à l'optimisme puisque la menace d'une récession plane sur l'Europe.

Pour y arriver, la Wallonie va miser sur l'investissement, laissant de côté l'orthodoxie budgétaire. Un pari risqué.

En complément, la Région adoptera différentes mesures, comme la réforme du Forem, la «garantie jeunes», le soutien aux starters, un incitant à

exercer un métier en pénurie ou encore le développement de la formation en alternance. Elle doit aussi, parallèlement, se lancer de manière beaucoup plus résolue dans l'indispensable transition écologique. Celle-ci peut être un levier de croissance et d'emplois pour son économie.

La Wallonie doit d'abord compter sur elle-même. Les fonds européens ne seront pas éternels, l'Etat fédéral belge est de plus en plus évanescent, la Flandre se cherche un destin de plus en plus autonome. C'est inscrit dans les astres: le fait régional va encore gagner en importance. Le casting ministériel retenu montre d'ailleurs que les partis l'ont compris, en lançant dans la bataille leurs poids lourds (masculins) accompagnés de jeunes talents (féminins).

Pour la Wallonie, c'est la législature de la dernière chance. Dans cinq ans, ses rentrées financières vont commencer à diminuer mécaniquement en application de la nouvelle loi spéciale de financement adoptée lors de la dernière réforme de l'Etat. La perte est de 60 millions d'euros supplémentaires par an, à cumuler chaque année, à partir de 2025. Faites le compte: au bout de dix ans, cela représente un effort structurel de plus de trois milliards d'euros sur un budget total de l'ordre de 13 milliards. Colossal.

La seule manière d'affronter ce défi est de créer de l'activité et de l'emploi. Seuls de bons résultats en la matière pourront justifier, a posteriori, le relâchement de la discipline budgétaire. C'est à cette aune que le gouvernement Di Rupo sera jugé.

Seuls de bons résultats en termes d'emploi et d'activité pourront justifier, a posteriori, le relâchement de la discipline budgétaire. C'est à cette aune que le gouvernement Di Rupo sera jugé.

Des ténors pour faire
vivre l'arc-en-ciel

PS et MR se partagent les ministres-présidences. Mais, en Wallonie, le MR obtient les plus gros portefeuilles, tandis qu'ils reviennent au PS en Fédération Wallonie-Bruxelles. Décodage des rapports de force et des équilibres des castings ministériels.

CORENTIN DI PRIMA

De nouvelles têtes chez les femmes, des visages connus chez les hommes. Une prédominance masculine en Wallonie (5 hommes et 3 femmes), mais féminine à la Fédération (3 femmes et 2 hommes). Un jeu d'équilibre entre renouvellement et continuité. Et des rapports de force équilibrés entre les partis. Le casting ministériel pour la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles est connu. Et plusieurs enseignements peuvent en être tirés.

Si Elio Di Rupo avait pris quasi toute la lumière lors de la présentation des accords de gouvernement en début de semaine, la répartition des portefeuilles rééquilibre le jeu en faveur du MR. Le PS prend, sans surprise, la ministre-présidence wallonne. Le MR sera chargé de piloter la Fédération. Mais Elio Di Rupo n'aura pas de compétence particulière, alors que Pierre-Yves Jeholet n'en aura que de symboliques. Ils joueront le rôle d'arbitre de leur gouvernement.

Pour le libéral, il s'agit d'une promotion au goût un peu amer. Chantre de la disparition de la Fédération, il sera chargé d'en faire sa promotion, chose peu aisée à ce poste, certes institutionnellement significatif, mais peu visible. Il sera en outre chargé de gérer un exécutif dans lequel les socialistes sont le premier parti et gèrent le Budget et l'Enseignement. Autant dire l'essentiel du champ d'action de l'institution. Il sera par ailleurs à la tête d'un exécutif ne comptant que des personnalités sans expérience ministérielle, lui-même n'ayant jamais exercé de responsabilités à ce niveau.

Le MR en force en Wallonie

Côté wallon, c'est le MR qui obtient le plus gros portefeuille. Le ministre-président sortant Willy Borsus sera à la tête d'un super-ministère (Economie, Commerce extérieur, Recherche et Innovation, Numérique, Aménagement du territoire, Agriculture) en plus d'être vice-président

de l'exécutif. Il sera clairement l'homme fort du prochain gouvernement, n'en déplaise à Elio Di Rupo, sans compétence particulière à faire valoir, on l'a écrit.

Les réformateurs tiendront également les cordons de la bourse: Jean-Luc Crucke aura pour charge de gérer les finances de la Région. Un rôle particulièrement important dans un contexte budgétaire compliqué. Lui, le chantre de l'équilibre budgétaire, devra assumer le déficit annoncé jusqu'au moins 2024. Borsus et Crucke en force, Jeholet gentiment écarté, la nomination surprise de Valérie Glatigny, ex-collaboratrice de Louis Michel: au MR, «il s'agit d'une construction très Charles Michel», résume Pascal Delwit.

Willy Borsus est sans hésitation le nouvel homme fort du gouvernement Di Rupo.

Le PS en transition

Avec l'Emploi (Morreale) et le Logement et les Pouvoirs locaux (Dermagne), le PS est dans son cœur de cible. Il devra assumer la réforme épineuse des APE. Et va tenter de marquer des points sur le logement, face à un PTB qui en a fait un cheval de bataille de premier ordre.

Et puis, il y a l'inoxydable Elio Di Rupo, 68 ans. «Là où des figures ministérielles socialistes importantes disparaissent (Demotte, Marcourt)

au profit d'une génération intermédiaire (Dermagne, Désir, Morreale), Elio Di Rupo apparaît comme l'exception dans le casting socialiste. Cela ne donne pas une image de nouveauté, mais incarne une forme de stabilité qui peut rassurer, les partenaires sociaux notamment», analyse Pascal Delwit. Certains lui prêtent l'intention de n'effectuer qu'un demi-mandat.

Reste que ce choix pour la ministre-présidence clarifie le jeu tant pour le renouvellement de la présidence du PS qu'à la table du Fédéral. «Le chef de la négociation au Fédéral sera le futur président du PS», résume Pascal Delwit. La voie semble grande ouverte pour Paul Magnette.

Ecolo sur le terrain

Et Ecolo? Les verts obtiennent un gros portefeuille wallon avec le Climat, la Mobilité, les Infrastructures et l'Énergie. C'est Philippe Henry, déjà ministre de 2006 à 2012, qui en prend la charge. C'est une surprise, on attendait plutôt Stéphane Hazée, mais le chef de file des verts au Parlement wallon ne sera pas ministre. Philippe Henry va devoir assumer le report du tarif prosumer et mener à bien les gros objectifs environnementaux présents dans l'accord de gouvernement.

Céline Tellier, fraîchement nommée à la tête d'Inter-Environnement Wallonie, incarne la «société civile» dans un gouvernement dont la genèse est passée par la fameuse note «coquelicot» PS-Ecolo. «Nollet (coprésident) et Henry (ministre), c'est un peu un retour dans le passé pour Ecolo. Il y a un contraste d'image entre le renouvellement que le PS semble assumer et le casting des verts», note Pascal Delwit. À la Fédération, Ecolo gèrera la Culture, la Petite enfance et les Médias, un portefeuille que les verts visaient et qu'ils ont obtenu.

On peut cependant s'interroger sur la durabilité de ce casting. Avec un Philippe Henry qui a laissé un souvenir pour le moins mitigé de son passage au gouvernement wallon et deux ministres inexpérimentées, Ecolo, pas arithmétiquement indispensable à cette tripartite, va-t-il tenir sur la longueur?

